

## Une nouvelle Europe est en train de naître

Article rédigé par *Jean Choisy*, le 28 mai 2004

Une nouvelle Europe est en train de naître, et elle est catholique, c'est Témoignage chrétien qui le dit (dans son édition du 26 mai) ! Le 22 mai, cent mille catholiques d'Autriche et de sept pays anciennement communistes se sont réunis en pèlerinage dans la cité mariale de Mariazell, à 120 km de Vienne.

Ce "Pèlerinage des peuples" a mobilisé deux cents évêques et cardinaux dont le légat du pape, le secrétaire d'État en personne, Mgr Angelo Sodano, sept chefs d'État ou de gouvernement ainsi que le président de la Commission européenne, l'Italien Romano Prodi. Fruit d'une année de prières, le pèlerinage de Mariazell consacre l'unité retrouvée, la paix, la joie, et la promesse d'un nouvel avenir européen. Il y a cinquante ans, ici même à Mariazell, neuf "bougies du silence" avaient été allumées, pour autant de nations sœurs que le Rideau de fer venait de séparer.

Ce dimanche de la Pentecôte, dans toutes les paroisses d'Europe centrale, on a lu le "Message de Mariazell", un appel à la conscience commune qui a forgé l'unité européenne : "Les Églises nous rappellent que nous formons ici une conscience commune", a reconnu le commissaire européen Franz Fischler. Dans une homélie très applaudie, le cardinal Christoph Schönborn, archevêque de Vienne et puissance invitante, a clairement situé la responsabilité des catholiques, rappelant "combien de souffrances terribles ont amené sur nos terres les idéologies antichrétiennes et athées du national-socialisme et du communisme".

"Ici, à Mariazell, nous nous reconnaissons dans les fondements chrétiens de l'Europe, avec la conscience qu'ils sont indispensables à la contribution de l'unité européenne", a-t-il ajouté. Devant les chefs d'États présents, l'archevêque, maître d'œuvre de cette manifestation centre-européenne, a dressé un véritable programme, évoquant la protection de la vie humaine, la justice et la solidarité, et l'importance de préserver la liberté religieuse.

Lors de l'audience générale du mercredi 19 mai, le pape Jean Paul II avait planté le décor de l'événement : "Je vous envoie comme Délégué mon plus proche collaborateur, le cardinal Angelo Sodano, Secrétaire d'État. Il ne s'agit pas d'une chose de peu d'importance : il s'agit de l'avenir des hommes dans ce continent. Je vous remercie pour votre travail et en particulier pour votre prière et votre sacrifice. Le salut de Dieu sera votre récompense. Que sa bénédiction vous accompagne !"

Trois semaines après la réunification de l'Europe et alors que la présidence irlandaise de l'Union peine à boucler les négociations sur le futur traité européen, la référence à l'héritage chrétien comme fondement constitutif de l'identité européenne resurgit avec une force inattendue. Les pays présents à Mariazell ont renouvelé leur demande de voir les racines chrétiennes dans le traité.

Leur démarche renforce la lettre adressée le 24 mai à la présidence irlandaise par sept pays qui déclarent que "la question de la reconnaissance de l'héritage chrétien reste une priorité pour leurs gouvernements" : il s'agit de la Pologne, de la Lituanie, de Malte, du Portugal, de la République tchèque, de la Slovaquie mais aussi de l'Italie, "pays fondateur".

Quinze pays sur vingt-cinq ont donc aujourd'hui manifesté leur détermination dans ce sens, et parmi eux l'Espagne, la Slovaquie, Chypre, l'Autriche ou l'Irlande. La Grèce joue profil bas, mais s'est dite également "favorable" à cette référence. On sait que l'Allemagne et le Royaume uni ne s'y opposeront pas, leurs traditions politiques n'ayant jamais opposé laïcité et religion.

Dans ce contexte, les déclarations françaises en faveur du principe laïque et consensuel de la construction européenne sonnent faux. Le ministre des Affaires étrangères Michel Barnier, peut évoquer le consensus européen, il est clair que celui-ci n'est pas du côté "laïque et républicain". Et les hésitations du Premier ministre soutenant à Dublin le 24 mai que la France n'était "pas hostile" à la mention de l'héritage chrétien, et se rétractant deux jours après, montrent que la pression a changé de camp, et que la France s'isole.

Le Message de Mariazell a pris un tour politique. Il signe l'acte de naissance d'une nouvelle Europe.

>